



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 09/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE

Route de Mèze
34560 Villeveyrac

Références : UD34/H2/AR/2024_104
Code AIOT : 0018300518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2024 dans l'établissement SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE implanté Route de Mèze CD 5E BP 5 34560 Villeveyrac. L'inspection a été annoncée le 11/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE
- Route de Mèze CD 5E BP 5 34560 Villeveyrac
- Code AIOT : 0018300518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAM exploite, sur la commune de VILLEVEYRAC, un pôle dédié à la gestion et au traitement des déchets, le complexe "Oïkos". Ce pôle comprend une plate-forme de compostage et des déchets verts, une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND), le bâtiment du siège administratif ainsi que les locaux techniques.

Les activités du site ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n°79-72 du 23 juillet 1979. Les prescriptions encadrant l'exploitation des installations sont celles de l'arrêté préfectoral n°2018-I-1073 du 28 septembre 2018. L'ISDND accueille principalement les déchets non-dangereux de l'agglomération qui ne peuvent pas être incinérés (ordure ménagères, encombrants). La capacité maximale annuelle de déchets stockés est de 16 000 t/an jusqu'en 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réhabilitation des casiers Nord	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
3	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III	Demande d'action corrective	3 mois
4	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV	Demande d'action corrective	1 mois
6	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Demande d'action corrective	6 mois
8	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	Demande d'action corrective	6 mois
9	Fiche d'information préalable	Arrêté Préfectoral du 28/09/2018, article 5.1.1.2	Demande d'action corrective	6 mois
10	Registre nationale des déchets terres excavées et sédiments	Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-43	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II	Sans objet
5	Dispositif de contrôle par vidéo	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a entraîné la formulation de 7 non conformités nécessitant des actions correctives relatives notamment aux procédures d'acceptation des déchets entrants et à l'installation du dispositif de surveillance du déchargement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réhabilitation des casiers Nord

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Couverture finale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au plus tard deux ans après la fin d'exploitation, tout casier est recouvert d'une couverture finale. Au plus tard neuf mois avant la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant transmet au préfet le programme des travaux de réaménagement final de cette zone. Le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux, ou le cas échéant, impose des prescriptions complémentaires. La couverture finale est composée, du bas vers le haut de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une couche d'étanchéité ; - une couche de drainage des eaux de ruissellement composée de matériaux naturels d'une épaisseur minimale de 0,5 mètre ou de géosynthétiques ; - une couche de terre de revêtement d'une épaisseur minimale d'un mètre. <p>L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de l'épaisseur et de la perméabilité de la couverture finale. Ce programme, valable pour l'ensemble des futures surfaces à couvrir, spécifie le tiers indépendant de l'exploitant pour la détermination de ce coefficient de perméabilité et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. Il est transmis à l'inspection des installations classées, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de mise en place de la couverture finale. Si la couche d'étanchéité est une géomembrane, l'exploitant justifie de la mise en œuvre de bonnes pratiques en termes de pose pour assurer son efficacité. Pour chaque casier, les résultats des contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées trois mois après la mise en place de la couche d'étanchéité. Les travaux de re-végétalisation sont engagés dès l'achèvement des travaux de mise en place de la couverture finale, selon les modalités décrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation. La flore utilisée est autochtone et non envahissante, elle permet de maintenir l'intégrité de la couche d'étanchéité, notamment avec un enracinement compatible avec l'épaisseur de la couche de terre de revêtement et l'usage futur du site. Les dispositions du présent article peuvent être adaptées par l'arrêté préfectoral d'autorisation si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence des dispositions qu'il prévoit.</p> <p>Toutefois :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de celle de la couche de terre de revêtement ne peut être inférieure à 0,8 mètre ; - pour les talus dont la pente excède 14 %, une telle adaptation est conditionnée à la présence

d'une couche de drainage constituée de géosynthétiques et à la réalisation d'une étude de stabilité, l'épaisseur finale de la couche de terre de revêtement supérieure ne pouvant être inférieure à 0,5 mètre.

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.

Constats :

La couverture du casier Nord est composée de bas en haut :

- d'une couverture argileuse sur 1 m d'épaisseur avec une perméabilité inférieure à 10⁻⁹ m/s
- d'un géosynthétique drainant
- d'une couche de terre végétale de 30 cm d'épaisseur

L'exploitant a transmis les essais de perméabilité, le plan de récolement du casier Nord qui indique :

- la côte finale du casier
- l'épaisseur de terres végétales : comprise entre 32 cm et 90 cm
- l'épaisseur de la couverture argileuse : comprise entre 1 mètre et 1,26 mètre

L'inspection a constaté la bonne végétalisation du casier Nord.

L'inspection a constaté la mise en œuvre de la couverture finale sur le casier, cependant la somme de l'épaisseur de la couche de drainage des eaux de ruissellement et de la couche de revêtement est inférieure à 80 cm.

L'exploitant n'a pas pu préciser la pente au niveau des talus.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Ainsi, il est demandé à l'exploitant de mettre en conformité la couverture du casier Nord par rapport à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 lors de la réalisation de travaux importants sur le casier Nord, comme la mise en place de panneaux photovoltaïques, ou à la mise en place de la couverture finale du casier Sud en cours d'exploitation.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, un plan topographique des pentes des talus du casier Nord.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-II

Thème(s) : Risques chroniques, Caméra vidéo-surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe

de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place les caméras permettant de contrôler par vidéo le déchargement. La caméra permet d'enregistrer les opérations de déchargement et la plaque d'immatriculation du véhicule.</p> <p>Par sondage, l'inspection a visionné le déchargement du 28/08/2024 du camion EE-832-RQ. Il s'agit d'encombrants de déchetterie de Villeneuve-les-Maguelone, transportés par la Société NICOLLIN. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la fiche d'information préalable pour l'année 2024 relative à ces déchets, il indique avoir des difficultés pour faire signer les fiches d'information préalable. Voir fiche de constat n°9.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-III
Thème(s) : Risques chroniques, Information du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives du personnel, sont consultés avant l'installation du dispositif de contrôle par vidéo.</p> <p>La présence d'un dispositif de contrôle par vidéo des déchargements fait l'objet d'une signalisation à l'entrée de l'installation et ainsi que dans les locaux filmés par l'intermédiaire de panneaux, en nombre suffisant, affichés en permanence, lisibles et compréhensibles dans les lieux concernés, qui comportent a minima :</p> <ul style="list-style-type: none"> -le pictogramme d'une caméra indiquant que le lieu est placé sous surveillance vidéo ; -la finalité du traitement installé ; -la durée de conservation des images ; -le nom ou la qualité et le numéro de téléphone du responsable de l'exploitation ; -le droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), ainsi que la procédure à suivre pour demander l'accès aux enregistrements visuels les concernant. <p>L'exploitant informe individuellement les salariés de l'exploitation de la présence et de la localisation du dispositif de contrôle par vidéo des déchargements des déchets. L'exploitant s'assure que les producteurs, détenteurs et transporteurs des déchets réceptionnés dans l'installation informent individuellement leurs salariés susceptibles d'être filmés dans la zone de contrôle par vidéo de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir réalisé une information auprès des apporteurs de déchets fin 2022, avoir informé les salariés directement et affiché l'information en salle de pause.</p> <p>Le comité social et économique de l'installation, à défaut, les institutions représentatives de</p>

<p>personnel, n'ont pas été consultés avant l'installation du dispositif par contrôle vidéo.</p> <p>Des panneaux d'information d'un contrôle vidéo sont présents à l'entrée du site mais ne reprennent pas l'ensemble des informations demandées par la réglementation. De plus, un panneau doit être ajouté à l'entrée de l'ISDND.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre une copie des courriers transmis aux apporteurs de déchets, de réaliser une information des institutions représentatives du personnel et de mettre en place les panneaux d'information de la mise en place d'un contrôle par vidéo des déchargements.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Dispositif de contrôle par vidéo

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-IV</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Données enregistrées et indisponibilité</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à dix jours calendaires sur une année. Pour les installations de stockage de déchets relevant de la rubrique 2760-2-b de la nomenclature des installations classées comportant un quai de débarquement mobile, le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de contrôle par vidéo est inférieur à vingt jours calendaires sur une année, Toute indisponibilité du dispositif ne peut excéder cinq jours consécutifs. Un journal recense les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance effectuées sur le dispositif de contrôle par vidéo. Les données sont enregistrées numériquement et doivent inclure des informations permettant de déterminer, sur tout extrait de la séquence vidéo, la date, l'heure d'enregistrement et, le cas échéant, l'emplacement de la caméra. Les données ne comportent aucune information sonore et, si des personnes ont été filmées, leur image est anonymisée par tous moyens de nature à empêcher leur identification. Ces données sont conservées pendant un an. Au terme de ce délai, les données sont effacées automatiquement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de journal permettant de recenser les périodes d'indisponibilité et les opérations de maintenance de la caméra.</p> <p>L'inspection a visionné les images du 28 août 2024 et a constaté la présence de la date, l'heure, l'absence de son et l'anonymisation des personnes filmées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra mettre place un journal permettant de recenser les périodes d'indisponibilité et de maintenance du système d'enregistrement vidéo.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Dispositif de contrôle par vidéo

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D.541-48-1-V
Thème(s) : Risques chroniques, Consultation des données enregistrées
Prescription contrôlée : <p>Ont seuls accès aux données et informations mentionnées au présent article, le cas échéant en temps réel, le personnel de l'installation habilités à cet effet par l'exploitant. L'exploitant prend toutes les mesures pour réserver l'accès aux enregistrements aux seules personnes habilitées, notamment par un dispositif d'authentification de ces personnes. [...]Les données sont accessibles sur site. Elles sont transmises sous une forme utilisable à la demande des agents de l'Etat mentionnés au 1°.</p>
Constats : <p>L'accès aux données enregistrées est limité aux personnes disposant d'un login, seul 3 personnes disposent des accès.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'inspection recommande à l'exploitant la mise en place d'une liste du personnel habilité afin d'avoir l'accès aux données enregistrées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination
Prescription contrôlée : <p>I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...]</p>

<p>[...]</p> <p>IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>1° Un rapport annuel de caractérisation des déchets apportés dans l'installation dont la réalisation incombe au producteur des déchets ou à défaut leur détenteur. Cette tâche peut être confiée à l'exploitant de l'installation ou à un laboratoire s'ils disposent des compétences techniques requises. L'arrêté mentionné ci-après peut prévoir une fréquence de rapport de caractérisation différente, si les caractéristiques des déchets concernés le justifient ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas formalisé de procédure relative au contrôle des déchets entrants indiquant notamment la vérification des fiches d'information, de la présence du rapport de caractérisation, la réalisation du contrôle visuel au déchargement, etc...</p> <p>L'exploitant a présenté les rapports de caractérisation réalisés pour la déchetterie des communes de Mèze et Montbazin pour l'année 2023.</p> <p>Les rapports de caractérisation doivent être réalisés annuellement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer des rapports de caractérisation annuels pour les encombrants de déchetterie réceptionnés sur son installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I - L'interdiction d'élimination dans les installations de stockage de déchets non dangereux non inertes des déchets non-dangereux valorisables prévue au 7° de l'article L. 541-1 du code de l'environnement s'applique, à l'exclusion des ordures ménagères résiduelles régies par le III ci-après :</p> <p>1° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou des autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 30 % de métal, à plus de 30 % de plastique, à plus de 30 % de verre, à plus de 30 % de bois ou à plus de 30 % de fraction minérale inerte composée de béton, de briques, de tuiles, de céramiques et de pierres ;</p> <p>2° A compter du 1er janvier 2022, au chargement des bennes ou autres contenants concernés lorsqu'il est constitué, en masse, à plus de 50 % de papier, à plus de 50 % de plâtre ou à plus de 50 % de biodéchets. [...] [...]</p>

<p>IV - L'exploitant de l'installation de stockage de déchets non dangereux met en place une procédure de contrôle des déchets entrants.</p> <p>Cette procédure comporte notamment :</p> <p>[...]</p> <p>2° Un contrôle visuel des déchets lors de leur admission sur site ou de leur déchargement par les préposés de l'exploitant. Lorsqu'il est constaté lors de ce contrôle que les dispositions du présent article ne sont pas respectées, l'exploitant refuse la réception des déchets. En cas de doute, l'exploitant peut faire procéder à une caractérisation de ces déchets. Les frais correspondants sont à la charge du producteur ou détenteur des déchets lorsqu'il est constaté que les dispositions du présent article ne sont pas respectées et à la charge de l'exploitant dans le cas contraire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que le contrôle visuel est réalisé au pont bascule par l'intermédiaire d'un miroir et lors du déchargement dans le casier. L'exploitant ne dispose pas de procédure relative à la réalisation du contrôle visuel cf fiche de constat n°6.</p> <p>L'exploitant a présenté le registre de refus.</p> <p>L'inspection a constaté que le miroir, lors de la visite, était très sale et ne permettait pas de réaliser le contrôle visuel au niveau du pont bascule.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de nettoyer le miroir afin de permettre la réalisation d'un contrôle visuel au niveau du pont bascule.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Conditions de l'élimination</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-La réception dans les installations mentionnées au I des déchets pris en charge par le service public local de gestion des déchets est subordonnée à la transmission annuelle à l'exploitant par la collectivité compétente en matière de traitement des documents justifiant le respect des obligations de collecte séparée définies à l'article L. 2224-16 du code général des collectivités territoriales par chaque collectivité compétente en matière de collecte. Lorsque l'exploitant est la collectivité compétente en matière de traitement des déchets, celle-ci tient ces documents à la disposition des inspecteurs des installations classées.</p> <p>Ces documents décrivent les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie.</p> <p>Les documents portent sur :</p> <p>1° Les emballages ménagers composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de</p>

plastique,
 2° Les papiers graphiques ;
 3° Les déchets encombrants, de façon à justifier la collecte séparée des déchets encombrants composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
 4° Les déchets de construction et de démolition constitués majoritairement de bois, de fraction minérale, de plâtre, de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
 5° Les autres déchets composés majoritairement de papier, de verre, de métal, ou de plastique ;
 [...]
 7° A compter du 1er janvier 2024, ces documents doivent justifier la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets ou, pour les zones où n'est pas organisée cette collecte, que les biodéchets sont traités par compostage domestique ou de proximité.

Constats :

L'exploitant a présenté les attestations de respect des obligations de collecte séparées notamment pour les déchets provenant de la commune de Poussan. Cette attestation ne précise pas la mise en place d'une collecte séparée des biodéchets.

De plus, l'installation ne dispose pas de l'ensemble des attestations relatives aux déchets provenant des collectivités.

Enfin, l'installation doit disposer de justificatifs du respect des obligations précitées, l'attestation présentée ne contient pas de justificatifs décrivant les consignes de tri à la source et les dispositifs de collecte séparée mis en place pour la collecte des déchets ménagers et assimilés. Cette description concerne tous les déchets concernés, qu'ils soient collectés en porte-à-porte, en point d'apport volontaire ou en déchetterie.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit disposer des justificatifs annuels du respect des obligations pour l'ensemble des déchets traités provenant des collectivités et ceux-ci doivent justifier du respect des obligations de collecte séparée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Fiche d'information préalable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2018, article 5.1.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets entrants

Prescription contrôlée :

Les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les matériaux non dangereux de même nature provenant d'autres origines sont soumis à la seule procédure d'information préalable définie au présent article ainsi qu'à la production de l'attestation du producteur telle que définie à l'article précédent.

<p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur de déchets, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable sur la nature de ce déchet. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter la fiche d'information préalable relative aux encombrants de déchetterie provenant de Villeneuve-les-Maguelone</p> <p>L'exploitant a précisé avoir des difficultés pour obtenir les fiches d'informations préalables signées par les apporteurs de déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit disposer des fiches d'informations préalables pour l'ensemble des apporteurs, elles doivent être renouvelées tous les ans.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 10 : Registre nationale des déchets terres excavées et sédiments

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article R.541-43</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " registre national des déchets ", dans laquelle sont enregistrées les données transmises par les personnes suivantes : 1° Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets dangereux ou des déchets POP ; 2° Les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers de déchets dangereux ou de déchets POP ; 3° Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets dangereux ou de déchets POP ; 4° Les exploitants des installations d'incinération ou de stockage de déchets non dangereux non inertes ; 5° Les exploitants des installations dans lesquelles les déchets perdent leur statut de déchet selon les dispositions de l'article L. 541-4-3. A compter du 1er janvier 2022, ces personnes transmettent par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné au I. Cette transmission se fait au moyen du télé-service mis en place par le ministre chargé de l'environnement ou par échanges de données informatisées selon les modalités définies par le ministre chargé de l'environnement. Elle a lieu, au plus tard, sept jours après la production, l'expédition, la réception ou le traitement des déchets ou des produits et matières issus de la valorisation des déchets, et chaque fois que cela est nécessaire pour mettre à jour ou corriger une donnée. Les personnes exonérées, en application du deuxième alinéa du I, de la tenue du registre prévu au même I sont également exonérées de la transmission des données prévue à l'alinéa précédent.[...]III.-Les personnes s'étant acquittées de l'obligation de transmission des informations au registre national des déchets n'ont plus l'obligation de tenir à jour et de conserver le registre prévu au I. Les données présentes dans le registre national des déchets demeurent accessibles à la personne les ayant transmises, de façon à ce qu'elle puisse les</p>

<p>présenter aux autorités en charge du contrôle, à leur demande.</p> <p>La transmission des informations du bordereau électronique au système de gestion des bordereaux de suivi de déchets mentionné à l'article R. 541-45 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p> <p>La transmission des informations au registre national des terres excavées et sédiments mentionné à l'article R. 541-43-1 vaut transmission des informations au registre national des déchets lorsque cette transmission respecte les conditions du II en matière de délai et de contenu.</p>
<p>Constats :</p> <p>Ce point n'a pas été évoqué pendant l'inspection.</p> <p>Suite à la visite, l'inspection a consulté le registre national des déchets terres excavées et sédiments et a constaté que le site ne transmet pas les informations contenues dans le registre des déchets entrants au registre national.</p> <p>L'exploitant a été informé que ce point serait ajouté au rapport d'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit mettre en place la transmission des données figurant au registre des déchets entrants du site sur le registre national des déchets.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>